


Arrêté conjoint n°2015-<sup>07</sup>/MDENP/MEF portant création, classification, objectifs et organisation du Programme régional des infrastructures de communication en Afrique de l'Ouest, projet du Burkina Faso -PRICAO-BF-(à titre de régularisation)

**LE MINISTRE DU DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE ET DES POSTES**

**ET**

**LE MINISTRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES**

- VISAF n° 00078*
- Vu la constitution,
  - Vu la Charte de la transition;
  - Vu le décret n°2014-001/PRES-TRANS du 18 novembre 2014 portant nomination du Premier Ministre ;
  - Vu le décret n°2014-004/PRES-TRANS/PM du 23 novembre 2014 portant composition du Gouvernement;
  - Vu le décret n°2013-664/PRES/PM/MDENP du 02 août 2013 portant organisation du Ministère du développement de l'économie numérique et des postes ;
  - Vu le décret n°2014-748/PRES/PM/MEF du 10 septembre 2014, portant organisation du Ministère de l'économie et des finances ;
  - Vu le décret n°2007-775/PRES/PM/MEF du 22 novembre 2007 portant réglementation générale des projets ou programmes de développement exécutés au Burkina Faso ;
  - Vu le décret n°2007-777/PRES/PM/MEF du 22 novembre 2007 portant organisation et fonctionnement des projets ou programmes de développement de catégorie B ;
  - Vu l'Accord de financement n° H712-BF du 04 juillet 2011 signé entre le Burkina Faso et la Banque Mondiale, ainsi que le manuel d'implémentation du projet ;
- 

**ARRETENT**



## **TITRE I : CREATION, CLASSIFICATION ET OBJECTIFS**

**Article1 :** Il est créé, au sein du Ministère en chargedu développement de l'économie numérique, un projet dénommé « Programme régional des infrastructures de communication en Afrique de l'Ouest, projet du Burkina Faso (PRICAO-BF) ».

**Article2 :** Le PRICAO-BF est un projet de catégorie B, placé sous la tutelle technique du Ministère en chargedu développement de l'économie numérique, et la tutelle financière du Ministère de l'économie et des finances.

**Article 3 :** Le PRICAO-BFa pour objectif d'accroître la portée géographique des réseaux larges bandes et réduire le coût des services de communications électroniques au Burkina Faso.

De façon spécifique, le projet permettra d'améliorer, d'une part, la connectivité nationale et internationale pour le Burkina Faso et, d'autre part, le cadre réglementaire du secteur des télécoms/TIC.

## **TITRE II : ORGANISATION**

**Article 4 :** Le PRICAO-BF est administré et géré par un Comité de pilotage (COPIL), et une Unité de coordination du Projet (UCP).

**Article 5 :** Le COPIL est l'organe d'orientation, de consultation, de concertation, de suivi et de supervision de l'exécution du projet. Il est mis en place conformément aux dispositions règlementaires en vigueur. Il est présidé par le Secrétaire Général du Ministère du Développement de l'Economie Numérique et des Postes ou toute autre personne désignée par l'autorité habilitée.

**Article 6 :** L'Unité de coordination du projet (UCP) est l'organe d'exécution du projet. Il est dirigé par un Coordonnateur de projet.

Le coordonateur du Projet ainsi que le personnel sera recruté conformément aux dispositions règlementaires en vigueur.

## **TITRE III : DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES**

**Article 7 :** Les modalités de gestions financière et comptable du Projet sont fixées conformément aux dispositions de la réglementation générale sur la comptabilité publique.

**Article 8 :** Il est tenu une comptabilité matière retraçant la situation du matériel et des biens acquis par le Projet ou mis à sa disposition.

**Article 9 :** Le Projet est soumis aux contrôles externes prévus par les dispositions législatives et réglementaires régissant les finances publiques.



**Article 10 :** Le PRICAO-BF prend fin avec le dépôt d'un rapport final rédigé sous la responsabilité du Coordonnateur du projet et approuvé par le COPIL, puis soumis aux Ministres de tutelle technique et financière.

**Article 11 :** Les biens acquis au titre du Projet font l'objet d'un inventaire établi sous la responsabilité du coordonnateur du projet, approuvé par le Comité de pilotage et transmis aux autorités de tutelle technique et financière dans un délai de deux (02) mois avant la clôture du projet.

Sauf dispositions contraires, la date de fin du projet est fixée au 31 décembre 2016.

**Article 12 :** Une commission interministérielle créée par arrêté du Ministre en charge de la tutelle financière sera chargée de certifier l'existence du matériel et de veiller à son enlèvement par les bénéficiaires.

A cet effet, la commission devra soumettre au préalable au Ministre en charge de la tutelle financière du projet des propositions de réaffectation dudit matériel.

**Article 13 :** Le Secrétaire général du Ministère du développement de l'économie numérique et des postes, et le Secrétaire général du Ministère de l'économie et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera enregistré et publié partout où besoin sera.

Ouagadougou, le **25 FEV 2015**

Le Ministre du Développement de  
l'Economie Numérique et des Postes



**Dr. Nébila Amadou YARO**

Chevalier de l'Ordre National

Le Ministre de l'Economie et des Finances



**Jean Gustave SANON**

**Ampliation :**

- PRES
- PM
- MEF
- MDENP